Mail de Patrick CHAIZE aux élus de l'Ain – 20 mai 2020

Actualités

Le décret n° 2020-571 du 14 mai 2020 a fixé la date d'entrée en fonction des conseillers municipaux et communautaires élus dans les communes dans lesquelles le conseil municipal a été élu au complet au premier tour des élections municipales, au 18 mai 2020.

La première réunion du conseil municipal, lors de laquelle le maire et ses adjoints sont élus, a lieu « de plein droit au plus tôt cinq jours et au plus tard dix jours après cette entrée en fonction », soit entre le 23 et le 28 mai 2020.

En raison des conditions sanitaires, les modalités de réunion de ces conseils municipaux ont été adaptées.

L'article 10 de l'ordonnance n° 2020-562 du 13 mai 2020 prévoit ainsi des conditions spéciales de publicité pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire.

Aussi, le maire « peut décider, pour assurer la tenue de la réunion de l'organe délibérant dans des conditions conformes aux règles sanitaires en vigueur, que celle-ci se déroulera sans que le public ne soit autorisé à y assister ou en fixant un nombre maximal de personnes autorisées à y assister ».

Néanmoins, cette faculté ne lève pas toute obligation de publicité des débats : leur caractère public est ainsi satisfait « lorsque les débats sont accessibles en direct au public de manière électronique ».

En d'autres termes, comme le rappelle une circulaire ministérielle du 15 mars 2020, les communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre disposent de trois possibilités.

Ils peuvent ainsi :

décider, dès la convocation et en mentionnant cette décision sur cette dernière, que la séance se tiendra sans public. Une retransmission en direct des débats est alors nécessaire, afin d'en assurer la publicité ;

décider, dès la convocation et en mentionnant cette décision sur cette dernière, que la séance se tiendra avec un public dont le nombre maximal est limité. Dans ce cas, une retransmission des débats en direct n'est pas nécessaire ;

réunir l'organe délibérant sous les modalités de droit commun et décider, dans les conditions fixées par l'article L. 2121-18 du code général des collectivités territoriales, de tenir la séance en huis clos. Cette décision doit néanmoins suivre la procédure de droit commun (initiative du maire ou de trois membres du conseil municipal, etc.) et notamment se traduire par un vote public, ce qui implique que le conseil municipal soit réuni en audience publique avant que le huis clos ne soit décidé au cours de la séance. Dès lors que le huis clos est adopté en début de séance, une retransmission des débats n'est pas nécessaire.